

No. 28632

---

**MULTILATERAL**

**Convention on the law applicable to trusts and on their recognition. Concluded at The Hague on 1 July 1985**

*Authentic texts: French and English.*

*Registered by the Netherlands on 31 January 1992.*

---

**MULTILATÉRAL**

**Convention relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance. Conclue à La Haye le 1<sup>er</sup> juillet 1985**

*Textes authentiques : français et anglais.*

*Enregistrée par les Pays-Bas le 31 janvier 1992.*

## CONVENTION<sup>1</sup> RELATIVE À LA LOI APPLICABLE AU TRUST ET À SA RECONNAISSANCE

Les Etats signataires de la présente Convention,  
 Considérant que le trust est une institution caractéristique créée par les juridictions d'équité dans les pays de *common law*, adoptée par d'autres pays avec certaines modifications,  
 Sont convenus d'établir des dispositions communes sur la loi applicable au trust et de régler les problèmes les plus importants relatifs à sa reconnaissance,  
 Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et d'adopter les dispositions suivantes:

### CHAPITRE PREMIER – CHAMP D'APPLICATION

#### *Article premier*

La présente Convention détermine la loi applicable au trust et régit sa reconnaissance.

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992, soit le premier jour du troisième mois civil ayant suivi la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du Gouvernement néerlandais, conformément à l'article 30.

| <i>Participant</i>   | <i>Date du dépôt de l'instrument de ratification</i> |
|--|--|
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*.....  | 17 novembre 1989                                     |
| (A l'égard du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des territoires suivants : île de Man, Bermudes, Territoire antarctique britannique, îles Vierges britanniques, îles Falkland, Gibraltar, Sainte-Hélène, Dépendances de Saint-Hélène, îles de Géorgie méridionale et îles Sandwich méridionales, et bases souveraines du Royaume-Uni d'Akrotiri et de Dhekélia dans l'île de Chypre. Avec déclarations d'application à Hong-Kong (en date du 30 mars 1990) et à Montserrat (en date du 10 janvier 1991).) |  |
| Italie.....  | 21 février 1990                                      |
| Australie.....   | 17 octobre 1991                                      |

Par la suite, la Convention est entrée en vigueur à l'égard de l'unité territoriale suivante conformément à l'article 29, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification d'application territoriale visée au paragraphe c de l'article 30.

| <i>Participant</i>   | <i>Date de la notification d'application territoriale</i> |
|--|---|
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*.....                    | 20 décembre 1991  |
| (A l'égard du bailliage de Jersey. Avec effet au 1 <sup>er</sup> mars 1992.) |   |

\* Voir p. 335 du présent volume pour les textes de la réserve et de la déclaration faites lors de la ratification.

### Article 2

Aux fins de la présente Convention, le terme «trust» vise les relations juridiques créées par une personne, le constituant – par acte entre vifs ou à cause de mort – lorsque des biens ont été placés sous le contrôle d'un *trustee* dans l'intérêt d'un bénéficiaire ou dans un but déterminé.

Le trust présente les caractéristiques suivantes:

- a) les biens du trust constituent une masse distincte et ne font pas partie du patrimoine du *trustee*;
- b) le titre relatif aux biens du trust est établi au nom du *trustee* ou d'une autre personne pour le compte du *trustee*;
- c) le *trustee* est investi du pouvoir et chargé de l'obligation, dont il doit rendre compte, d'administrer, de gérer ou de disposer des biens selon les termes du trust et les règles particulières imposées au *trustee* par la loi.

Le fait que le constituant conserve certaines prérogatives ou que le *trustee* possède certains droits en qualité de bénéficiaire ne s'oppose pas nécessairement à l'existence d'un trust.

### Article 3

La Convention ne s'applique qu'aux trusts créés volontairement et dont la preuve est apportée par écrit.

### Article 4

La Convention ne s'applique pas à des questions préliminaires relatives à la validité des testaments ou d'autres actes juridiques par lesquels des biens sont transférés au *trustee*.

### Article 5

La Convention ne s'applique pas dans la mesure où la loi déterminée par le chapitre II ne connaît pas l'institution du trust ou la catégorie de trust en cause.

## CHAPITRE II — LOI APPLICABLE

*Article 6*

Le trust est régi par la loi choisie par le constituant. Le choix doit être exprès ou résulter des dispositions de l'acte créant le trust ou en apportant la preuve, interprétées au besoin à l'aide des circonstances de la cause.

Lorsque la loi choisie en application de l'alinéa précédent ne connaît pas l'institution du trust ou la catégorie de trust en cause, ce choix est sans effet et la loi déterminée par l'article 7 est applicable.

*Article 7*

Lorsqu'il n'a pas été choisi de loi, le trust est régi par la loi avec laquelle il présente les liens les plus étroits.

Pour déterminer la loi avec laquelle le trust présente les liens les plus étroits, il est tenu compte notamment :

- a) du lieu d'administration du trust désigné par le constituant;
- b) de la situation des biens du trust;
- c) de la résidence ou du lieu d'établissement du *trustee*;
- d) des objectifs du trust et des lieux où ils doivent être accomplis.

*Article 8*

La loi déterminée par les articles 6 ou 7 régit la validité du trust, son interprétation, ses effets ainsi que l'administration du trust.

Cette loi régit notamment :

- a) la désignation, la démission et la révocation du *trustee*, l'aptitude particulière à exercer les attributions d'un *trustee* ainsi que la transmission des fonctions de *trustee*;
- b) les droits et obligations des *trustees* entre eux;
- c) le droit du *trustee* de déléguer en tout ou en partie l'exécution de ses obligations ou l'exercice de ses pouvoirs;
- d) les pouvoirs du *trustee* d'administrer et de disposer des biens du trust, de les constituer en sûretés et d'acquiescer des biens nouveaux;

- e) les pouvoirs du *trustee* de faire des investissements;
- f) les restrictions relatives à la durée du trust et aux pouvoirs de mettre en réserve les revenus du trust;
- g) les relations entre le *trustee* et les bénéficiaires, y compris la responsabilité personnelle du *trustee* envers les bénéficiaires;
- h) la modification ou la cessation du trust;
- i) la répartition des biens du trust;
- j) l'obligation du *trustee* de rendre compte de sa gestion.

#### Article 9

Dans l'application du présent chapitre, un élément du trust susceptible d'être isolé, notamment son administration, peut être régi par une loi distincte.

#### Article 10

La loi applicable à la validité du trust régit la possibilité de remplacer cette loi, ou la loi applicable à un élément du trust susceptible d'être isolé, par une autre loi.

### CHAPITRE III – RECONNAISSANCE

#### Article 11

Un trust créé conformément à la loi déterminée par le chapitre précédent sera reconnu en tant que trust.

La reconnaissance implique au moins que les biens du trust soient distincts du patrimoine personnel du *trustee* et que le *trustee* puisse agir comme demandeur ou défendeur, ou comparaître en qualité de *trustee* devant un notaire ou toute personne exerçant une autorité publique.

Dans la mesure où la loi applicable au trust le requiert ou le prévoit, cette reconnaissance implique notamment:

- a) que les créanciers personnels du *trustee* ne puissent pas saisir les biens du trust;
- b) que les biens du trust soient séparés du patrimoine du *trustee* en cas d'insolvabilité ou de faillite de celui-ci;

c) que les biens du trust ne fassent pas partie du régime matrimonial ni de la succession du *trustee*;

d) que la revendication des biens du trust soit permise, dans les cas où le *trustee*, en violation des obligations résultant du trust, a confondu les biens du trust avec ses biens personnels ou en a disposé. Toutefois, les droits et obligations d'un tiers détenteur des biens du trust demeurent régis par la loi déterminée par les règles de conflit du for.

### Article 12

Le *trustee* qui désire faire inscrire dans un registre un bien meuble ou immeuble, ou un titre s'y rapportant, sera habilité à requérir l'inscription en sa qualité de *trustee* ou de telle façon que l'existence du trust apparaisse, pour autant que ce ne soit pas interdit par la loi de l'Etat où l'inscription doit avoir lieu ou incompatible avec cette loi.

### Article 13

Aucun Etat n'est tenu de reconnaître un trust dont les éléments significatifs, à l'exception du choix de la loi applicable, du lieu d'administration et de la résidence habituelle du *trustee*, sont rattachés plus étroitement à des Etats qui ne connaissent pas l'institution du trust ou la catégorie de trust en cause.

### Article 14

La Convention ne fait pas obstacle à l'application de règles de droit plus favorables à la reconnaissance d'un trust.

## CHAPITRE IV – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Article 15

La Convention ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de la loi désignée par les règles de conflit du

for lorsqu'il ne peut être dérogé à ces dispositions par une manifestation de volonté, notamment dans les matières suivantes:

- a) la protection des mineurs et des incapables;
- b) les effets personnels et patrimoniaux du mariage;
- c) les testaments et la dévolution des successions, spécialement la réserve;
- d) le transfert de propriété et les sûretés réelles;
- e) la protection des créanciers en cas d'insolvabilité;
- f) la protection des tiers de bonne foi à d'autres égards.

Lorsque les dispositions du paragraphe précédent font obstacle à la reconnaissance du trust, le juge s'efforcera de donner effet aux objectifs du trust par d'autres moyens juridiques.

#### *Article 16*

La Convention ne porte pas atteinte aux dispositions de la loi du for dont l'application s'impose même aux situations internationales quelle que soit la loi désignée par les règles de conflit de lois.

A titre exceptionnel, il peut également être donné effet aux règles de même nature d'un autre Etat qui présente avec l'objet du litige un lien suffisamment étroit.

Tout Etat contractant pourra déclarer, par une réserve, qu'il n'appliquera pas la disposition du deuxième alinéa du présent article.

#### *Article 17*

Au sens de la Convention, le terme «loi» désigne les règles de droit en vigueur dans un Etat à l'exclusion des règles de conflit de lois.

#### *Article 18*

Les dispositions de la Convention peuvent être écartées si leur application est manifestement incompatible avec l'ordre public.

*Article 19*

La Convention ne porte pas atteinte à la compétence des Etats en matière fiscale.

*Article 20*

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, déclarer que les dispositions de la Convention seront étendues aux trusts créés par une décision de justice. Cette déclaration sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et prendra effet le jour de la réception de cette notification.

L'article 31 est applicable par analogie au retrait de cette déclaration.

*Article 21*

Tout Etat contractant pourra se réserver le droit de n'appliquer les dispositions du chapitre III qu'aux trusts dont la validité est régie par la loi d'un Etat contractant.

*Article 22*

La Convention est applicable quelle que soit la date à laquelle le trust a été créé. Toutefois, un Etat contractant pourra se réserver le droit de ne pas appliquer la Convention à un trust créé avant la date de l'entrée en vigueur de la Convention pour cet Etat.

*Article 23*

A l'effet de déterminer la loi applicable selon la Convention, lorsqu'un Etat comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles en matière de trust, toute référence à la loi de cet Etat sera considérée comme visant la loi en vigueur dans l'unité territoriale concernée.



*Article 24*

Un Etat dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière de trust n'est pas tenu d'appliquer la Convention aux conflits de lois intéressant uniquement ces unités territoriales.

*Article 25*

La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels un Etat contractant est ou sera Partie et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

**CHAPITRE V — CLAUSES FINALES***Article 26*

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou au moment d'une déclaration faite en vertu de l'article 29, pourra faire les réserves prévues aux articles 16, 21 et 22.

Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite; l'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification du retrait.

*Article 27*

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quinzième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

### *Article 28*

Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 30, alinéa premier.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze mois après la réception de la notification prévue à l'article 32. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat Membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

### *Article 29*

Un Etat qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

Si un Etat ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet Etat.

### *Article 30*

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 21.

Par la suite, la Convention entrera en vigueur:

a) pour chaque Etat ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois du

calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

*b)* pour tout Etat adhérent, le premier jour du troisième mois du calendrier après l'expiration du délai visé à l'article 28;

*c)* pour les unités territoriales auxquelles la Convention a été étendue conformément à l'article 29, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans cet article.

### *Article 31*

Tout Etat contractant pourra dénoncer la présente Convention par une notification formelle adressée par écrit au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le dépositaire, ou à toute autre date ultérieure spécifiée dans la notification.

### *Article 32*

Le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas notifiera aux Etats Membres de la Conférence,

ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 28:

*a)* les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 27;

*b)* la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 30;

*c)* les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 28;

*d)* les extensions visées à l'article 29;

*e)* les déclarations visées à l'article 20;

*f)* les réserves ou les retraits de réserve prévus à l'article 26;

*g)* les dénonciations visées à l'article 31.

**EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.**

**FAIT à La Haye, le 1 juillet 1985, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quinzième session.**

*[Pour les signatures, voir p. 334 du présent volume.]*

## CONVENTION<sup>1</sup> ON THE LAW APPLICABLE TO TRUSTS AND ON THEIR RECOGNITION

The States signatory to the present Convention,  
 Considering that the trust, as developed in courts of equity in common law jurisdictions and adopted with some modifications in other jurisdictions, is a unique legal institution,  
 Desiring to establish common provisions on the law applicable to trusts and to deal with the most important issues concerning the recognition of trusts,  
 Have resolved to conclude a Convention to this effect, and have agreed upon the following provisions —

### CHAPTER ONE — SCOPE

#### *Article 1*

This Convention specifies the law applicable to trusts and governs their recognition.

<sup>1</sup> Came into force on 1 January 1992, i.e., the first day of the third calendar month after the date of deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval with the Government of the Netherlands, in accordance with article 30:

| <i>Participant</i>  | <i>Date of deposit of the instrument of ratification</i> |
|---|--|
| United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland* . . . . .   | 17 November 1989   |
| (In respect of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the following territories: Isle of Man, Bermuda, British Antarctic Territory, British Virgin Islands, Falkland Islands, Gibraltar, Saint Helena, Saint Helena Dependencies, South Georgia and South Sandwich Islands and the United Kingdom Sovereign Base areas of Akrotiri and Dhekelia in the Island of Cyprus. With declarations of application to Hong Kong (dated 30 March 1990), and to Montserrat (dated 10 January 1991).) |  |
| Italy . . . . .   | 21 February 1990   |
| Australia . . . . .   | 17 October 1991  |
| Subsequently, the Convention entered into force for the following territorial unit in conformity with article 29, on the first day of the third calendar month after the notification of territorial application, in accordance with article 30 (c).  |  |
| <i>Participant</i>  | <i>Date of notification of territorial application</i>   |
| United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland* . . . . .   | 20 December 1991   |
| (In respect of the Bailiwick of Jersey. With effect from 1 March 1992.)   |  |

\* See p. 335 of this volume for the texts of the reservation and declaration made upon ratification.

### *Article 2*

For the purposes of this Convention, the term 'trust' refers to the legal relationships created – *inter vivos* or on death – by a person, the settlor, when assets have been placed under the control of a trustee for the benefit of a beneficiary or for a specified purpose.

A trust has the following characteristics –

- a)* the assets constitute a separate fund and are not a part of the trustee's own estate;
- b)* title to the trust assets stands in the name of the trustee or in the name of another person on behalf of the trustee;
- c)* the trustee has the power and the duty, in respect of which he is accountable, to manage, employ or dispose of the assets in accordance with the terms of the trust and the special duties imposed upon him by law.

The reservation by the settlor of certain rights and powers, and the fact that the trustee may himself have rights as a beneficiary, are not necessarily inconsistent with the existence of a trust.

### *Article 3*

The Convention applies only to trusts created voluntarily and evidenced in writing.

### *Article 4*

The Convention does not apply to preliminary issues relating to the validity of wills or of other acts by virtue of which assets are transferred to the trustee.

### *Article 5*

The Convention does not apply to the extent that the law specified by Chapter II does not provide for trusts or the category of trusts involved.

## CHAPTER II — APPLICABLE LAW

*Article 6*

A trust shall be governed by the law chosen by the settlor. The choice must be express or be implied in the terms of the instrument creating or the writing evidencing the trust, interpreted, if necessary, in the light of the circumstances of the case.

Where the law chosen under the previous paragraph does not provide for trusts or the category of trust involved, the choice shall not be effective and the law specified in Article 7 shall apply.

*Article 7*

Where no applicable law has been chosen, a trust shall be governed by the law with which it is most closely connected.

In ascertaining the law with which a trust is most closely connected reference shall be made in particular to —

- a) the place of administration of the trust designated by the settlor;
- b) the situs of the assets of the trust;
- c) the place of residence or business of the trustee;
- d) the objects of the trust and the places where they are to be fulfilled.

*Article 8*

The law specified by Article 6 or 7 shall govern the validity of the trust, its construction, its effects, and the administration of the trust.

In particular that law shall govern —

- a) the appointment, resignation and removal of trustees, the capacity to act as a trustee, and the devolution of the office of trustee;
- b) the rights and duties of trustees among themselves;
- c) the right of trustees to delegate in whole or in part the discharge of their duties or the exercise of their powers;

- d) the power of trustees to administer or to dispose of trust assets, to create security interests in the trust assets, or to acquire new assets;
- e) the powers of investment of trustees;
- f) restrictions upon the duration of the trust, and upon the power to accumulate the income of the trust;
- g) the relationships between the trustees and the beneficiaries including the personal liability of the trustees to the beneficiaries;
- h) the variation or termination of the trust;
- i) the distribution of the trust assets;
- j) the duty of trustees to account for their administration.

#### *Article 9*

In applying this Chapter a severable aspect of the trust, particularly matters of administration, may be governed by a different law.

#### *Article 10*

The law applicable to the validity of the trust shall determine whether that law or the law governing a severable aspect of the trust may be replaced by another law.

### CHAPTER III — RECOGNITION

#### *Article 11*

A trust created in accordance with the law specified by the preceding Chapter shall be recognized as a trust. Such recognition shall imply, as a minimum, that the trust property constitutes a separate fund, that the trustee may sue and be sued in his capacity as trustee, and that he may appear or act in this capacity before a notary or any person acting in an official capacity.

In so far as the law applicable to the trust requires or provides, such recognition shall imply, in particular —



- a) that personal creditors of the trustee shall have no recourse against the trust assets;
- b) that the trust assets shall not form part of the trustee's estate upon his insolvency or bankruptcy;
- c) that the trust assets shall not form part of the matrimonial property of the trustee or his spouse nor part of the trustee's estate upon his death;
- d) that the trust assets may be recovered when the trustee, in breach of trust, has mingled trust assets with his own property or has alienated trust assets. However, the rights and obligations of any third party holder of the assets shall remain subject to the law determined by the choice of law rules of the forum.

#### *Article 12*

Where the trustee desires to register assets, movable or immovable, or documents of title to them, he shall be entitled, in so far as this is not prohibited by or inconsistent with the law of the State where registration is sought, to do so in his capacity as trustee or in such other way that the existence of the trust is disclosed.

#### *Article 13*

No State shall be bound to recognize a trust the significant elements of which, except for the choice of the applicable law, the place of administration and the habitual residence of the trustee, are more closely connected with States which do not have the institution of the trust or the category of trust involved.

#### *Article 14*

The Convention shall not prevent the application of rules of law more favourable to the recognition of trusts.

## CHAPTER IV — GENERAL CLAUSES

*Article 15*

The Convention does not prevent the application of provisions of the law designated by the conflicts rules of the forum, in so far as those provisions cannot be derogated from by voluntary act, relating in particular to the following matters —

- a) the protection of minors and incapable parties;
- b) the personal and proprietary effects of marriage;
- c) succession rights, testate and intestate, especially the indefeasible shares of spouses and relatives;
- d) the transfer of title to property and security interests in property;
- e) the protection of creditors in matters of insolvency;
- f) the protection, in other respects, of third parties acting in good faith.

If recognition of a trust is prevented by application of the preceding paragraph, the court shall try to give effect to the objects of the trust by other means.

*Article 16*

The Convention does not prevent the application of those provisions of the law of the forum which must be applied even to international situations, irrespective of rules of conflict of laws.

If another State has a sufficiently close connection with a case then, in exceptional circumstances, effect may also be given to rules of that State which have the same character as mentioned in the preceding paragraph.

Any Contracting State may, by way of reservation, declare that it will not apply the second paragraph of this Article.

*Article 17*

In the Convention the word 'law' means the rules of law in force in a State other than its rules of conflict of laws.

### *Article 18*

The provisions of the Convention may be disregarded when their application would be manifestly incompatible with public policy (*ordre public*).

### *Article 19*

Nothing in the Convention shall prejudice the powers of States in fiscal matters.

### *Article 20*

Any Contracting State may, at any time, declare that the provisions of the Convention will be extended to trusts declared by judicial decisions.

This declaration shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and will come into effect on the day when this notification is received.

Article 31 is applicable to the withdrawal of this declaration in the same way as it applies to a denunciation of the Convention.

### *Article 21*

Any Contracting State may reserve the right to apply the provisions of Chapter III only to trusts the validity of which is governed by the law of a Contracting State.

### *Article 22*

The Convention applies to trusts regardless of the date on which they were created.

However, a Contracting State may reserve the right not to apply the Convention to trusts created before the date on which, in relation to that State, the Convention enters into force.

### *Article 23*

For the purpose of identifying the law applicable under the Convention, where a State comprises several

territorial units each of which has its own rules of law in respect of trusts, any reference to the law of that State is to be construed as referring to the law in force in the territorial unit in question.

*Article 24*

A State within which different territorial units have their own rules of law in respect of trusts is not bound to apply the Convention to conflicts solely between the laws of such units.

*Article 25*

The Convention shall not affect any other international instrument containing provisions on matters governed by this Convention to which a Contracting State is, or becomes, a Party.

CHAPTER V — FINAL CLAUSES

*Article 26*

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, or at the time of making a declaration in terms of Article 29, make the reservations provided for in Articles 16, 21 and 22.

No other reservation shall be permitted.

Any Contracting State may at any time withdraw a reservation which it has made; the reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after notification of the withdrawal.

*Article 27*

The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Fifteenth Session.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall

be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

#### *Article 28*

Any other State may accede to the Convention after it has entered into force in accordance with Article 30, paragraph 1.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

The accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the twelve months after the receipt of the notification referred to in Article 32. Such an objection may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

#### *Article 29*

If a State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all of its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

Any such declaration shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

If a State makes no declaration under this Article, the Convention is to extend to all territorial units of that State.

#### *Article 30*

The Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval referred to in Article 27.

Thereafter the Convention shall enter into force –

- a)* for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval;
- b)* for each acceding State, on the first day of the third calendar month after the expiry of the period referred to in Article 28;
- c)* for a territorial unit to which the Convention has been extended in conformity with Article 29, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that Article.

#### *Article 31*

Any Contracting State may denounce this Convention by a formal notification in writing addressed to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

The denunciation takes effect on the first day of the month following the expiration of six months after the notification is received by the depositary or on such later date as is specified in the notification.

#### *Article 32*

The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference and the States which have acceded in accordance with Article 28, of the following –

- a)* the signatures and ratifications, acceptances or approvals referred to in Article 27;
- b)* the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 30;
- c)* the accessions and the objections raised to accessions referred to in Article 28;
- d)* the extensions referred to in Article 29;
- e)* the declarations referred to in Article 20;
- f)* the reservations or withdrawals referred to in Article 26;
- g)* the denunciations referred to in Article 31.

**IN WITNESS WHEREOF** the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

**DONE** at The Hague, on the 1st day of July 1985, in English and French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Fifteenth Session.

*[For the signatures, see p. 334 of this volume.]*

Pour l'Australie :  
For Australia:

[WARWICK WEEMAES]<sup>1</sup>

Pour le Canada :  
For Canada:

[JACQUES GIGNAC]

Pour les Etats-Unis d'Amérique :  
For the United States of America:

[JOHN H. ROUSE]

Pour la France :  
For France:

[JEAN RENÉ BERNARD]

Pour l'Italie :  
For Italy:

[L. CARDUCCI ARTENISIO]

Pour le Luxembourg :  
For Luxembourg:

[C. CONZEMIUS]

Pour le Royaume des Pays-Bas :  
For the Kingdom of the Netherlands:

[H. VAN DEN BROEK]

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :  
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

[J. W. D. MARGETSON]

---

<sup>1</sup> Les noms des signataires donnés entre crochets ont été fournis par le Gouvernement néerlandais — The names of signatories appearing between brackets have been supplied by the Government of the Netherlands.



RESERVATION AND DECLARATION  
MADE UPON RATIFI-  
CATION*UNITED KINGDOM OF GREAT  
BRITAIN AND NORTHERN IRE-  
LAND*RÉSERVE ET DÉCLARATION  
FAITES LORS DE LA RATIFI-  
CATION*ROYAUME-UNI DE GRANDE BRE-  
TAGNE ET D'IRLANDE DU  
NORD*[TRADUCTION<sup>1</sup> — TRANSLATION<sup>2</sup>]

“The United Kingdom, by way of reservation, declares that it will not apply the second paragraph of Article 16”.

“The United Kingdom declares, in accordance with Article 20, that the provisions of the Convention will be extended to trusts declared by judicial decisions.”

Le Royaume-Uni déclare, comme réserve, qu'il n'applique pas la disposition du deuxième alinéa de l'article 16.

Le Royaume-Uni déclare, conformément à l'article 20, que les dispositions de la Convention seront étendues aux trusts créés par une décision de justice.

<sup>1</sup> Traduction fournie par le Gouvernement néerlandais.  
<sup>2</sup> Translation supplied by the Government of the Netherlands.

